

Monde

Le règne animal est frappé par une extinction de masse

Pour la sixième fois sur notre planète, des espèces sont décimées à une vitesse folle, assène une étude publiée lundi

Sarah Jelassi

Catastrophe. Le règne animal subit une extinction de masse, la sixième dans l'histoire de la planète. Voilà ce qu'affirme l'étude plus qu'alarmante publiée lundi dans *Proceedings of the National Academy of Sciences* (PNAS). En particulier, différentes espèces de vertébrés reculent de manière considérable, à la fois en nombre et en étendue géographique, alertent les chercheurs Gerardo Ceballos et Paul Ehrlich.

La «défaunation» aurait des effets désastreux sur les écosystèmes, avec de sérieux impacts écologiques, économiques et sociaux, s'inquiètent-ils. «Cette extinction massive pourrait avoir de nombreuses conséquences sur le fonctionnement de l'écosystème et les services essentiels au maintien de la civilisation.» Pollinisation, assainissement de l'air et de l'eau, stockage du CO₂... La faune est essentielle à notre survie.

Les scientifiques ont cherché à quantifier le déclin non plus du nombre d'espèces mais des populations, c'est-à-dire des groupes d'animaux sur un territoire. Pour ce faire, ils ont mené une étude sur la moitié des espèces de vertébrés connues et ont examiné l'évolution de 27 600 espèces de mammifères, reptiles, oiseaux et amphibiens terrestres, réparties sur cinq continents. En se concentrant sur 177 espèces de mammifères, les scientifiques ont constaté que plus de 40% d'entre elles ont perdu, entre 1990 et 2015, 80% de leur aire de répartition historique.

Le temps presse

Ainsi, la planète ne comptait plus que 35 000 lions en 2016 (-43% depuis 1993). En dix ans, la population d'orangs-outans a chuté de près de 25% - il n'en reste désormais plus que 80 000. Le nombre de girafes est passé de 115 000 à 97 000 entre 1945 et 2015. La population des pangolins s'est tout simplement éteinte. Les zones les plus touchées sont celles qui sont les plus riches en termes de faune, comme l'Amazonie ou l'Asie du Sud-Est.

Les causes de cet anéantissement biologique sont tristement



Le nombre de girafes est passé de 115 000 à 97 000 entre 1945 et 2015. En dix ans, la population d'orangs-outans a chuté de près de 25% - il n'en reste désormais plus que 80 000. La population des pangolins s'est, elle, tout simplement éteinte. GETTY

En chiffres

Les disparitions d'espèces ont été **multipliées par 100** depuis 1900.

32% des espèces étudiées déclinent en termes de population.

Près de 30% des espèces en déclin sont considérées comme «communes», c'est-à-dire classées en faible préoccupation et non pas en danger. Selon l'UICN (Union internationale pour la conservation de la nature), **42%** des espèces d'invertébrés terrestres (papillons, vers) sont menacées d'extinction. Au total, **50%** des animaux ont disparu depuis quarante ans. **S.J.**

connues: agriculture intensive, exploitation forestière, surexploitation des espèces (chasse et pêche), urbanisation, pollution... Mais cette extinction de masse est aussi due à la surpopulation humaine, liée à une croissance démographique et à la surconsommation, en particulier dans les pays les plus riches. «Il ne reste qu'un court laps de temps pour agir, deux ou trois décennies maximum», avertissent les chercheurs.

Gare à la surpopulation!

Afin de limiter les extinctions, Gerardo Ceballos et Paul Ehrlich appellent à réduire la croissance de la population humaine et sa consommation, à utiliser des technologies moins consommatrices, à freiner le commerce des espèces en voie de disparition et à aider les pays en développement à maintenir leurs habitats naturels et leur biodiversité.



Des milliers de personnes se sont pressées au mémorial de Potocari. REUTERS

A Srebrenica, on inhume des victimes 22 ans après

Les restes de 71 victimes du massacre commis en 1995 en Bosnie-Herzégovine ont rejoint hier des milliers d'autres

Les restes de 71 victimes bosniaques du massacre de Srebrenica, en 1995, ont été inhumés ce mardi au mémorial de cette tuerie, la pire sur le sol européen depuis la Deuxième Guerre mondiale. Ils ont été récemment identifiés.

En quelques jours de juillet 1995, plus de 8000 hommes et adolescents bosniaques musulmans ont été massacrés par les forces serbes de Bosnie du général Ratko Mladic alors qu'ils tentaient de fuir l'enclave de Srebrenica. Un bain de sang considéré comme un acte de génocide par la justice internationale.

Comme chaque année le 11 juillet, des milliers de personnes se sont pressées au mémorial de Potocari. Elles se sont réunies autour des 71 cercueils recouverts d'un drap vert, caressés par des femmes en pleurs.

Les restes des 71 victimes, dont sept adolescents et une femme, ont rejoint 6439 autres morts, tandis que 233 sont enterrés ailleurs, selon l'Institut bosnien pour les disparus. Un millier reste non identifié ou disparu.

Dans une déclaration à la chaîne Happy, le président serbe, Aleksandar Vucic, a répété qu'«un terrible crime (avait) été commis» à Srebrenica. Il a également évoqué les crimes dont ont été victimes les Serbes des Balkans, notamment lors de la contre-offensive croate «Tempête» de 1995, ou dans le camp de concentration croate de Jasenovac, durant la Deuxième Guerre mondiale.

Belgrade refuse de considérer le massacre de Srebrenica comme un acte de génocide. Plusieurs leaders de l'opposition, Sasa Jankovic (centre gauche) et le libéral Cedomir Jovanovic, plaident en ce sens. Mais «leurs paroles n'engagent pas l'Etat», a déclaré Aleksandar Vucic, qui était à l'époque des guerres des Balkans un proche collaborateur de l'ultra-nationaliste Vojislav Seselj, héraut de la Grande Serbie. Sa visite, il y a deux ans au mémorial, avait été émaillée d'incidents.

«Il ne peut y avoir de réconciliation sans vérité et sans justice», a dit ce mardi Bakir Izetbegovic, le chef politique des Bosniaques musulmans. Il a appelé «le peuple serbe, ses leaders et son élite intellectuelle à accepter la vérité, à cesser de nier le génocide commis ici».

ATS

Trump Jr attendait des «tuyaux» de Moscou pour ébranler Hillary

Le fils du président a publié ce mardi des courriels prouvant qu'il a accepté l'aide d'une «avocate du gouvernement russe»

C'est une bombe. Donald Trump Jr avait assuré samedi avoir rencontré le 9 juin 2016 une avocate proche du Kremlin pour parler d'adoption d'enfants russes par des Américains. Les e-mails de sa correspondance pour préparer le rendez-vous qu'il a publiés mardi sur Twitter offrent une image radicalement différente.

«Si c'est ce que tu dis, j'adore ça», a écrit Donald Trump Jr le 3 juin 2016 en réponse à un courriel de Rob Goldstone lui offrant des informations qui «incrimineraient Hillary [Clinton] et ses relations avec la Russie et seraient très utiles pour ton père». L'ancien journaliste britannique de la presse à scandale avait écrit dix-sept minutes plus tôt au fils aîné de Donald Trump pour lui proposer des «documents officiels» et des «informations» transmises par le procureur général de Russie à Aras Agalarov, un magnat de l'immobilier proche du président russe, Vladimir

Poutine, et un ancien partenaire de Donald Trump dans l'organisation du concours de Miss Univers en Russie en 2013.

Dans l'un de ses e-mails, Rob Goldstone mentionne clairement que la personne que le fils de Donald Trump s'apprête à rencontrer le 9 juin 2016 à New York est une «avocate du gouvernement russe». La conversation se termine par un courriel de Donald Jr à Jared Kushner (beau-fils de Donald Trump) et Paul Manafort (alors chef de campagne du milliardaire) pour les prévenir de l'heure du rendez-vous, auquel les deux

hommes ont aussi assisté. Bref, le premier cercle du candidat Trump s'est bel et bien rendu à une réunion avec une avocate russe en espérant y recevoir des «tuyaux» fournis par Moscou pour nuire à Hillary Clinton!

En publiant sa correspondance sur Twitter, Donald Trump Jr a tenté de contrer le *New York Times*, qui s'apprêtait à le faire. Il l'a accompagnée d'un nouveau communiqué assurant que l'avocate russe Natalia Veselnitskaya rencontrée l'an dernier ne représentait pas le gouvernement russe. Affirmation contredite

par l'un des e-mails reçus de Goldstone.

Après avoir nié toute «collusion» entre le clan Trump et la Russie, la Maison-Blanche s'est réfugiée ce mardi derrière un bref communiqué du président, lu par sa porte-parole Sarah Huckabee Sanders, dans lequel celui-ci déclare: «Mon fils est une personne de grande qualité et j'applaudis sa transparence.» La porte-parole a refusé de répondre aux autres questions sur le sujet et a demandé à la presse de s'adresser à l'avocat de Donald Trump Jr, Alan Futerfas.

Jean-Cosme Delaloye New York